



SITUATION FINANCIERE DE L'ASSURANCE CHOMAGE

PREVISION POUR LES ANNEES 2016 ET 2017

Février 2016

Cette note présente la prévision de la situation financière de l'Assurance chômage pour les années 2016 et 2017, les dépenses et recettes étant désormais stabilisées jusqu'à fin novembre 2015.

PREVISIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Croissance

Selon les résultats provisoires publiés par l'Insee le 29 janvier, la croissance en 2015 a augmenté de +0,2 % au 4^{ème} trimestre 2015 après une augmentation de +0,3 % au trimestre précédent. Ce résultat porte la croissance pour 2015 à +1,1 % en moyenne annuelle, après une croissance de +0,2 % en 2014. Par ailleurs, l'inflation constatée en 2015 est nulle en moyenne annuelle.

L'indicateur synthétique du climat des affaires, calculé par l'Insee à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, progresse depuis un an. Il s'est stabilisé depuis l'été 2015 et se situe légèrement au-dessus du niveau de sa moyenne de long terme en janvier 2016, suggérant une amélioration des **perspectives d'activité** en France sur le prochain trimestre.

Le Consensus des économistes de février a légèrement revu ses prévisions de **croissance** pour 2016 (-0,1 point), par rapport à sa prévision d'octobre. Le PIB progresserait ainsi de +1,4 % en 2016 puis de +1,5 % en 2017. L'inflation augmenterait quant à elle de +0,6 % en 2016, soit 0,5 point de moins que dans la prévision d'octobre. En 2017, l'inflation accélérerait à +1,3 %. La prévision financière de l'Unédic s'appuie sur ce Consensus.

Emploi affilié et contributions d'Assurance chômage

Au 3^{ème} trimestre 2015, l'**emploi affilié à l'Assurance chômage** s'est stabilisé (+4 000 postes), après une augmentation au trimestre précédent (+36 000 postes)¹. Au total, sur l'ensemble de l'année 2015, 53 000 postes seraient créés, après -47 000 destructions d'emplois affiliés en 2014.

En 2016, les créations d'emploi affilié à l'Assurance chômage seraient plus nombreuses, en lien avec l'accélération de la croissance et avec les effets combinés du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), du pacte de responsabilité et du plan d'urgence. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2016, 170 000 emplois affiliés seraient créés. Ce dynamisme se poursuivrait en 2017 (+167 000 postes).

La progression du SMPT serait limitée à +1,3% en 2016, après +1,5% en 2015, compte tenu de la faible inflation et du niveau de chômage élevé. En 2017, la hausse de l'inflation et l'amélioration du marché du travail se traduiraient par une légère accélération du SMPT (+1,6%).

Après une hausse limitée à +1,6% en 2015, la masse salariale accélérerait à +2,0 % en 2016 puis à 2,7% en 2017, en lien avec la progression de l'emploi et du SMPT.

L'évolution du montant des **contributions d'Assurance chômage** dépend de celle de la masse salariale.

En 2015, elle avait toutefois été limitée à +1,1 %, par l'effet net négatif de trois éléments indépendants de l'évolution de la masse salariale :

- un impact à la hausse sur l'évolution des contributions, par la convention d'Assurance chômage de 2014 : hausse des contributions relatives aux annexes 8 et 10 concernant les intermittents du spectacle et suppression de la limite d'âge de 65 ans pour les contributions,

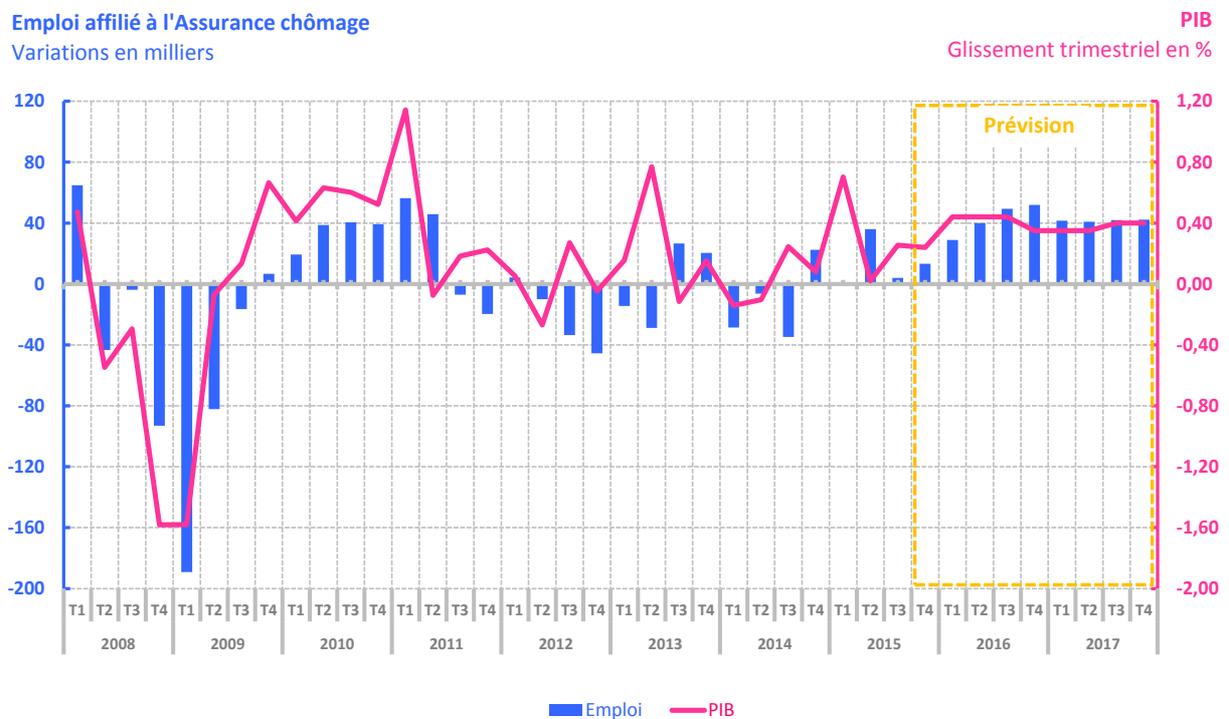
¹ Estimations de l'Unédic à partir des données de l'Insee d'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles.

- un impact à la baisse sur l'évolution des contributions, lié à un fort mouvement fin décembre 2014 de paiement par anticipation par les établissements affiliés au titre de l'échéance du 5 janvier 2015.
- un impact à la baisse sur l'évolution des contributions, lié à la sortie des établissements publics de santé du champ de l'Assurance chômage à partir d'octobre 2015.

En 2016, le taux d'évolution des contributions serait légèrement augmenté à +2,1 %, par l'effet net positif de deux éléments indépendants de la conjoncture :

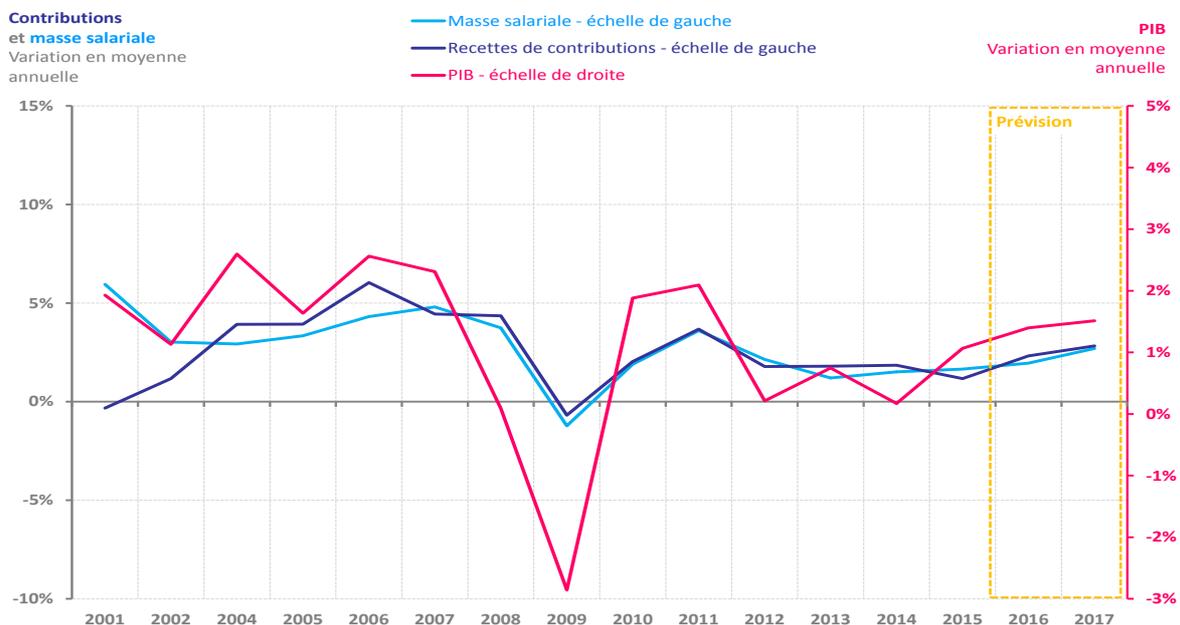
- une majoration artificielle de l'évolution des contributions, contrecoup des faibles montants comptabilisés un an plus tôt,
- un impact à la baisse sur l'évolution des contributions, lié à la poursuite de la sortie des établissements publics de santé du champ de l'Assurance chômage.

Graphique 1 - Préviation de croissance et d'emploi affilié à l'Assurance chômage



Sources : Insee, Pôle emploi, estimations et prévisions Unédic.
Champ de l'emploi affilié à l'Assurance chômage : France métropolitaine, données cvs.

Graphique 2 - Prédiction de croissance, de masse salariale et de contributions d'Assurance chômage



Sources : AcoSS, Insee, Unédic, prévisions Unédic.

Champ de la masse salariale : France entière - Le champ est celui de l'AcoSS, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

Chômage

Le taux de **chômage au sens du BIT²** mesuré par l'Insee a augmenté de +0,2 point au 3^{ème} trimestre 2015, après une stabilisation au trimestre précédent. Il s'élève à 10,2 % en France métropolitaine au 3^{ème} trimestre 2015.

En 2016, l'accélération des créations d'emploi marchand serait compensée par le ralentissement des contrats aidés dans le secteur non marchand ; l'emploi total progresserait alors au même rythme que la population active. La mise en place de 500 000 formations supplémentaires d'ici la fin de l'année 2016 se traduirait toutefois par une légère baisse du taux de chômage, lequel s'établirait à 10,1 % fin 2016. En 2017, sous l'hypothèse d'un maintien du stock de contrats aidés, le taux de chômage baisserait de 0,1 point par semestre, pour s'établir à 9,9% en fin d'année.

Le nombre de **demandeurs d'emploi** tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (**catégorie A**) a augmenté de +90 000 en 2015. Avec l'entrée en formations de demandeurs d'emploi prévue par le plan d'urgence le nombre d'inscrits en catégorie A³ baisserait en 2016. En

² Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents. Le BIT définit un chômeur comme une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois.

³ Les demandeurs d'emploi débutant une formation sont reclassés dans la catégorie D qui regroupe les personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, non tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc.).

2017, la baisse anticipée des DEFM A serait en partie atténuée par le retour en catégorie A des demandeurs d'emploi entrés en formation en 2016.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tout en ayant exercé dans le mois une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire (catégories B et C) a progressé de +170 000 personnes en 2015. Dans un contexte d'amélioration du marché du travail, cette hausse se poursuivrait à un rythme toutefois ralenti : respectivement +51 000 et +36 000 personnes en 2016 et en 2017.

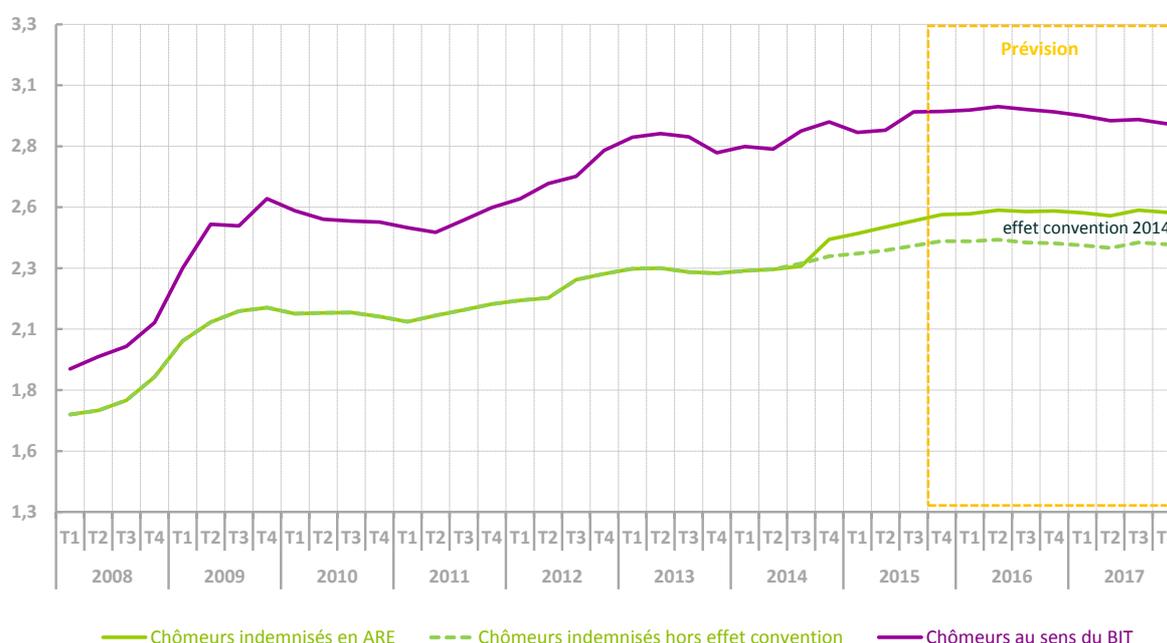
Chômage indemnisé et dépenses d'allocation

Au premier semestre 2015, le **chômage indemnisé par l'Assurance chômage** (allocation d'aide au retour à l'emploi ou ARE) a augmenté de +50 000 personnes, en lien avec le nombre croissant de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et les rechargements de droits d'indemnisation mis en place par la convention d'Assurance chômage de 2014.

Le chômage indemnisé en ARE progresserait encore d'ici à la fin de l'année, conjointement à la hausse des inscriptions sur les listes de Pôle emploi. Au total sur 2015, on compterait +101 000 personnes supplémentaires indemnisées en ARE, dont près de 40 000 s'expliquant par les rechargements de droits. Le chômage indemnisé continuerait à progresser en 2016 à un rythme ralenti (+15 000), avant de baisser en 2017 (-6 000), conjointement à la baisse du potentiel indemnisable.

Graphique 3 - Prévision de chômage au sens du BIT et chômage indemnisé par l'Assurance chômage

Effectifs en millions

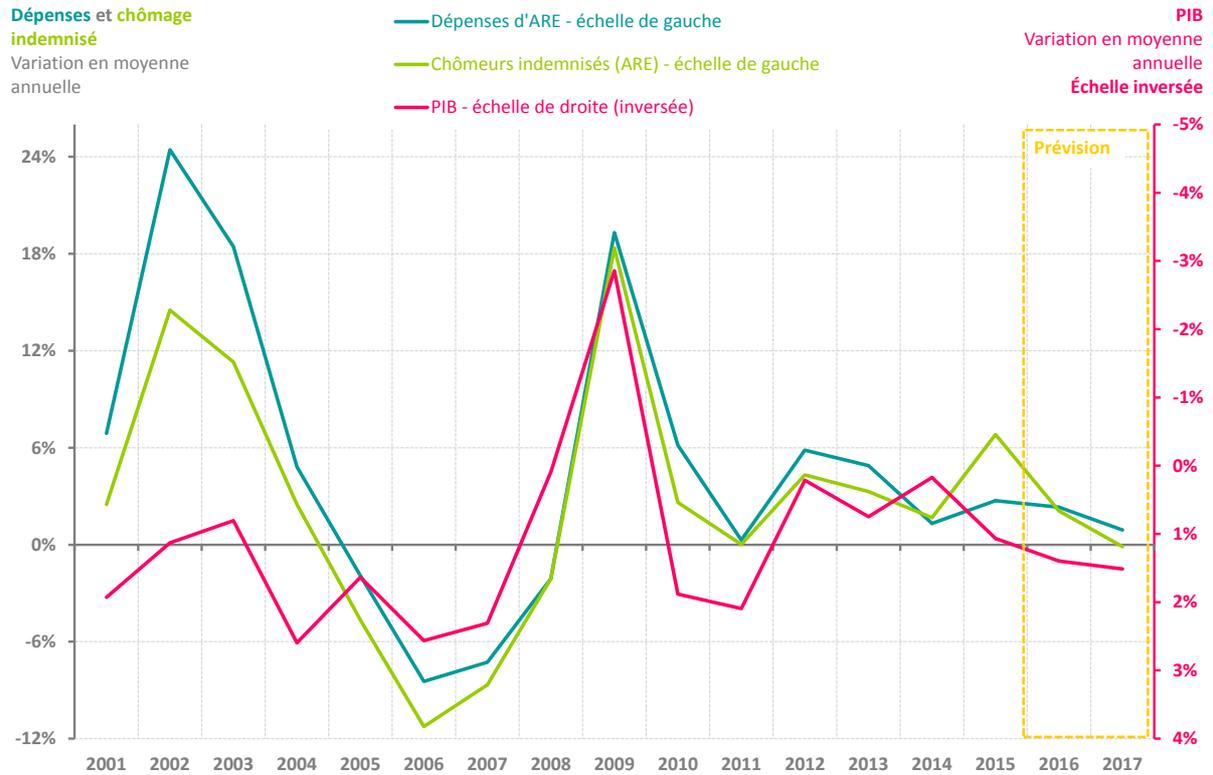


Sources : Insee, Pôle emploi, prévisions Unédic.

Champs : Chômage au sens du BIT sur France métropolitaine, chômage indemnisé en ARE sur France entière, données cvs.

Ainsi, le chômage indemnisé (ARE) augmenterait de +2,1 % en moyenne annuelle sur 2016 avant de baisser de -0,1% en 2017, après une hausse de +6,8% en 2015. Au final, les dépenses d'allocation ARE-AREF progresseraient de +2,2 % sur 2016 et de +1,0 % sur 2017.

Graphique 4 - Prédiction de croissance, de chômage indemnisé et de dépenses d'allocation



Sources : Insee, Pôle emploi, Unédic, prévisions Unédic.
Champ du chômage indemnisé en ARE : France entière, données cvs.

Tableau 1 - Principales évolutions économiques

Prévu au 23/02/2016

| | 2015 Estimation | 2016 Prévision | 2017 Prévision |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|
| Croissance, Prix, Emploi, Salaire, Chômage <i>(évolution en moyenne annuelle)</i> | | | |
| PIB | 1,1% | 1,4% | 1,5% |
| Indice des prix à la consommation | 0,0% | 0,6% | 1,3% |
| Emploi total | 0,3% | 0,4% | 0,6% |
| Emplois affiliés à l'Assurance chômage | 0,1% | 0,6% | 1,1% |
| Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur concurrentiel | 1,5% | 1,3% | 1,6% |
| Masse salariale dans le secteur concurrentiel | 1,6% | 2,0% | 2,7% |
| Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE) | 6,8% | 2,1% | -0,1% |
| Emploi, Chômage (niveau en fin de période CVS) | | | |
| Emploi total | 26 653 000 | 26 756 000 | 26 960 000 |
| Emplois affiliés à l'Assurance chômage | 16 473 000 | 16 644 000 | 16 810 000 |
| Taux de chômage BIT | 10,2% | 10,1% | 9,9% |
| DEFM A (demandeurs d'emploi en catégorie A) | 3 591 000 | 3 566 000 | 3 540 000 |
| DEFM catégories B, C | 1 885 000 | 1 936 000 | 1 972 000 |
| Dispensés de recherche d'emploi | 7 000 | 1 000 | 0 |
| DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi | 5 483 000 | 5 503 000 | 5 511 000 |
| Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE) | 2 519 600 | 2 534 400 | 2 528 400 |
| Emploi, Chômage (variation sur la période) | | | |
| Emploi total | 120 000 | 103 000 | 204 000 |
| Emplois affiliés à l'Assurance chômage | 53 000 | 170 000 | 167 000 |
| DEFM catégorie A | 90 000 | -25 000 | -26 000 |
| DEFM catégories B, C | 170 000 | 51 000 | 36 000 |
| Dispensés de recherche d'emploi | -24 000 | -6 000 | -1 000 |
| DEFM catégories A, B, C + Dispensés de recherche d'emploi | 235 000 | 20 000 | 9 000 |
| Chômeurs indemnisés Assurance chômage (ARE) | 101 000 | 15 000 | -6 000 |

Sources : Insee, Pôle emploi, Dares, Acoss, prévisions Unédic.

Champs :

Emploi total, emploi affilié, chômage BIT et DEFM : France métropolitaine, données cvs.

Chômage indemnisé en ARE : France entière, données cvs.

SMPT et masse salariale : France entière, données cvs - Le champ est celui de l'Acoss, qui diffère légèrement de celui de l'Assurance chômage.

Situation financière de l'Assurance chômage

La prévision financière pour 2016 est faite à réglementation constante, bien que la convention d'Assurance chômage du 14 mai 2014 arrive à échéance le 30 juin 2016.

La variation de trésorerie de l'Assurance chômage pourrait présenter un déficit de -3,6 milliards d'euros en 2017, après -4,2 milliards d'euros en 2016.

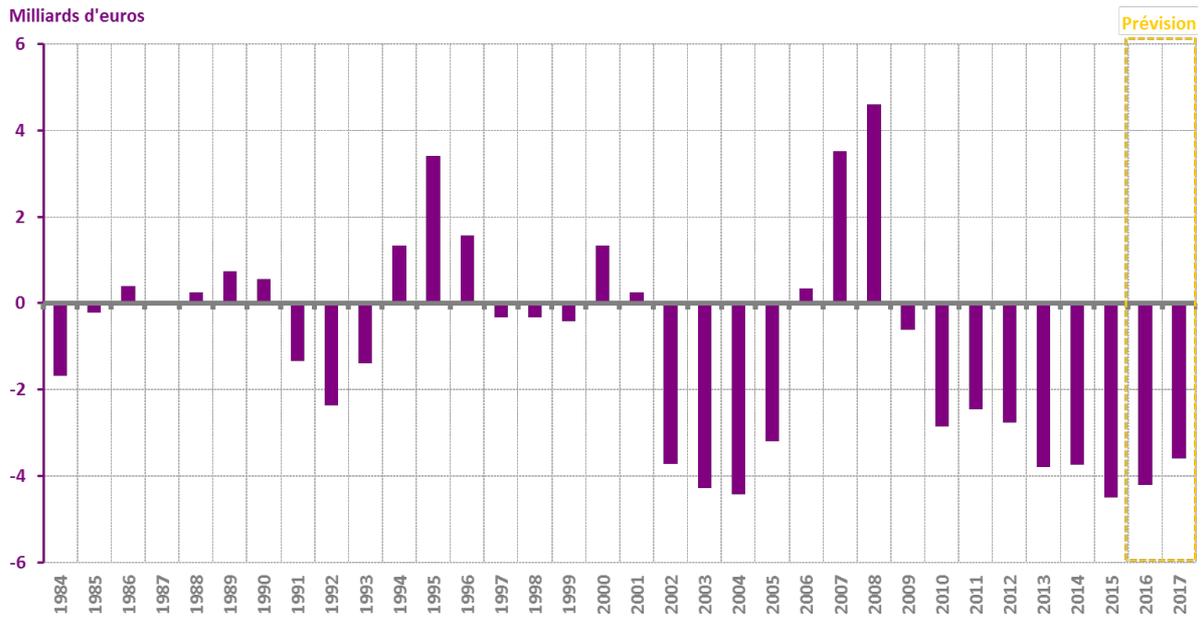
L'endettement net de l'Assurance chômage serait de -33,6 milliards d'euros fin 2017.

Tableau 2 - Situation financière de l'Assurance chômage résumée

| <i>En millions d'euros, au 31 décembre</i> | 2015 Estimation | 2016 Prévision | 2017 Prévision |
|--|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Contributions et autres recettes d'Assurance chômage | 34 359 (+1,7%) | 34 898 (+1,6%) | 35 762 (+2,5%) |
| Total des recettes | 34 423 | 34 908 | 35 762 |
| Dépenses allocataires | 34 803 (+2,1%) | 35 299 (+1,4%) | 35 409 (+0,3%) |
| Total des dépenses | 38 769 | 39 182 | 39 356 |
| SOLDE = RECETTES - DÉPENSES | -4 347 | -4 274 | -3 594 |
| Éléments exceptionnels | -154 | 71 | 0 |
| Variation de trésorerie | -4 501 | -4 203 | -3 594 |
| Situation de l'endettement net bancaire | -25 828 | -30 031 | -33 625 |

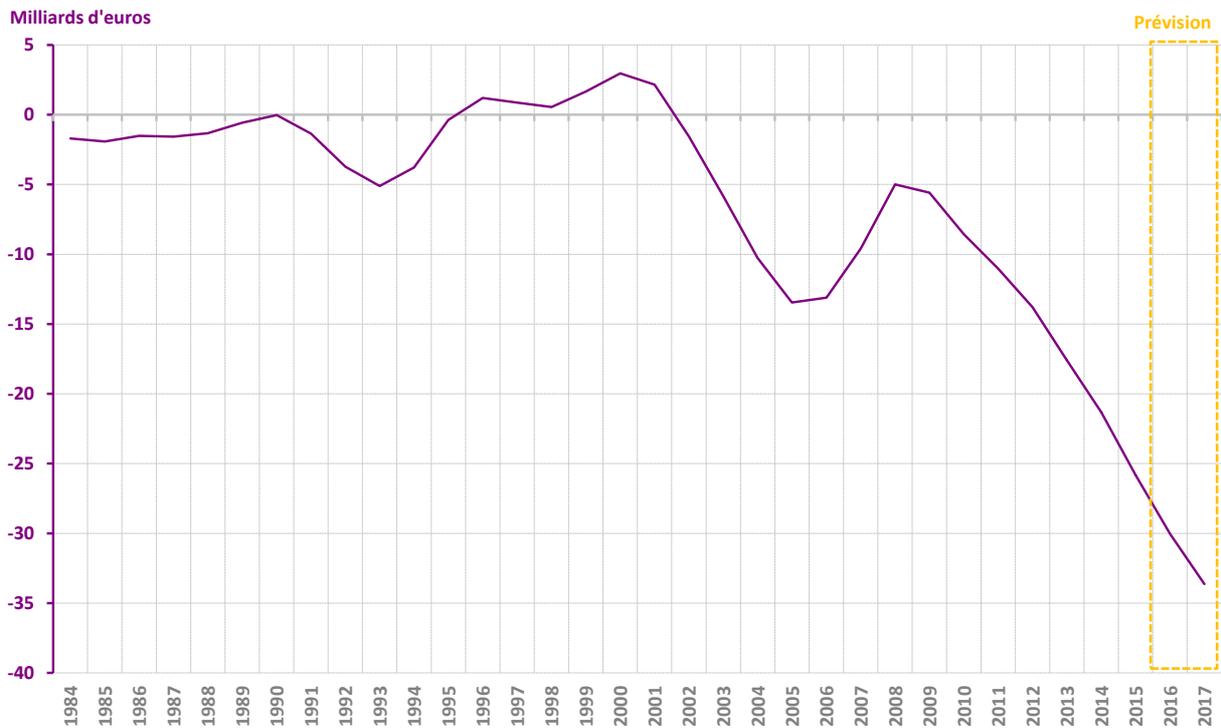
Note : 71 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2016, et -154 millions d'euros en 2015 aux titres de la variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.

Graphique 5 – Variation de trésorerie de l'Assurance chômage



Source : Unédic, prévisions Unédic

Graphique 6 – Situation financière de l'Assurance chômage au 31 décembre



Source : Unédic, prévisions Unédic

Tableau 3 - Situation financière de l'Assurance chômage détaillée

En millions d'euros, au 31 décembre

| | 2015 Estimation | 2016 Prévision | 2017 Prévision |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|
| Contributions et autres recettes d'Assurance chômage | 34 359 | 34 898 | 35 762 |
| Contributions | 33 281 | 33 970 | 34 886 |
| Conventions diverses, y compris UE | 453 | 313 | 279 |
| Participation entreprise CSP / CRP | 625 | 616 | 598 |
| Autres produits | 64 | 10 | 0 |
| Total recettes | 34 423 | 34 908 | 35 762 |

| | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses allocataires | 34 803 | 35 299 | 35 409 |
| Allocations brutes | 31 999 | 32 416 | 32 663 |
| ARE / AREF | 31 005 | 31 701 | 32 032 |
| CRP / CSP, y compris équivalents ARE | 1 885 | 1 626 | 1 551 |
| Indus, avances et acomptes | -896 | -916 | -926 |
| Autres allocations (décès, ...) | 5 | 5 | 5 |
| Aides | 761 | 751 | 669 |
| Aides à la reprise et création d'entreprise | 627 | 541 | 516 |
| Autres aides (adr, aide fin de droit, ...) | 135 | 210 | 153 |
| Prélèvements sociaux | -1 883 | -1 902 | -1 922 |
| Caisses de retraite complémentaire | -1 321 | -1 351 | -1 365 |
| Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie) | -561 | -551 | -557 |
| Reversements et compléments | 3 925 | 4 034 | 3 999 |
| Caisses de retraite complémentaire (dont précomptes) | 3 363 | 3 482 | 3 441 |
| Sécurité sociale (CSG, CRDS, maladie) | 562 | 552 | 558 |
| Dépenses autres publics | 172 | 90 | 95 |
| Activité partielle, allocation partielle de longue durée (APLD) | 172 | 90 | 90 |
| Autres | 0 | 0 | 5 |
| Financement et frais de gestion opérateurs | 3 342 | 3 400 | 3 434 |
| 10% Pôle Emploi | 3 242 | 3 301 | 3 338 |
| Autres (accompagnement CSP, recouvrements) | 100 | 99 | 96 |
| Frais de gestion et décaissements sur immobilisations | 43 | 40 | 29 |
| Intérêts sur emprunts | 409 | 353 | 390 |
| Total Dépenses | 38 769 | 39 182 | 39 356 |

| | | | |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| SOLDE = RECETTES - DÉPENSES | -4 347 | -4 274 | -3 594 |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|

| | | | |
|-------------------------------|-------------|-----------|----------|
| Éléments exceptionnels | -154 | 71 | 0 |
|-------------------------------|-------------|-----------|----------|

| | | | |
|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Variation de Trésorerie | -4 501 | -4 203 | -3 594 |
|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|

| | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Situation de l'Endettement net bancaire | -25 828 | -30 031 | -33 625 |
|--|----------------|----------------|----------------|

Note : 71 millions d'euros apparaissent en éléments exceptionnels en 2016, et -154 millions d'euros en 2015 aux titres de la variation du compte courant de Pôle Emploi et de cessions immobilières.